



Rendez-vous salarial Fonction publique du 2 octobre 2026 Déclaration liminaire

Monsieur le Ministre,

Mesdames et messieurs

La question salariale dans la fonction publique est devenue une question majeure, voire alarmante. Pourtant, il semble que seuls les agents publics en mesurent pleinement la portée puisqu'ils en subissent quotidiennement les conséquences.

Pour cette réunion, déplacée au dernier moment alors qu'elle figurait à l'agenda social depuis le mois de juillet, la **CFDT** aurait presque pu reprendre mot pour mot sa déclaration du 8 juillet. Nous supposons que vos contraintes d'agenda en tant que d'abord ministre des Comptes publics expliquent ce report. Cependant, pendant ce temps, la fonction publique continue de s'enfoncer dans une crise profonde.

À force de considérer qu'elle coûte trop cher, on finit par oublier ce qu'elle apporte. Comme le dit l'adage : quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage. Pour la **CFDT**, ce ne sont pas les services publics qui ont la rage, mais bien les agents qui expriment aujourd'hui leur colère. Une colère née du sentiment de ne pas être écoutés, de ne pas être reconnus et de ne plus être considérés à la hauteur de leur engagement.

Comment feront-ils demain ? L'inflation sur un an repart à la hausse : 2,4 % en août, 3 % en septembre. Comment vivront les agents rémunérés au niveau du SMIC, maintenus à flot par l'indemnité différentielle ? Combien seront avalés par la prochaine augmentation du SMIC ?

Les explications fondées sur les seules contraintes budgétaires ne sont plus audibles. La rigueur comptable ne peut constituer à elle seule un projet pour la fonction publique ni garantir un service public de qualité pour l'ensemble des citoyens. Pendant ce temps, les conditions de travail se dégradent, les agressions verbales et physiques se multiplient et les agents s'épuisent.

Les difficultés ne concernent d'ailleurs pas uniquement les personnels. Les usagers eux-mêmes constatent la dégradation du service rendu et les inégalités croissantes dans l'accès aux droits. Dans l'Éducation nationale notamment, de nombreux élèves dénoncent un manque d'équité de traitement. La **CFDT** condamne toutes les formes de violence, d'où qu'elles viennent, mais elle constate aussi que de plus en plus de jeunes refusent d'être, eux aussi, les victimes collatérales des politiques d'économies.

Depuis notre dernière rencontre du 8 juillet, les annonces – ou les absences d'annonces – se sont multipliées.

Durant l'été, le décret pérennisant la rupture conventionnelle a été publié. Mais cette pérennisation s'est accompagnée d'une division par deux des indemnités versées aux agents. Si l'objectif était d'en décourager l'usage, il aurait fallu l'assumer clairement. Nous parlons ici d'environ 2 000 ruptures conventionnelles par an pour la FPE : des économies dérisoires au regard des enjeux, décidées sans concertation.

Le Premier ministre a également annoncé sa volonté de réduire de 10 % la rémunération des conseillers des cabinets ministériels. Est-ce réellement pertinent lorsque l'on connaît les difficultés rencontrées pour constituer le dernier gouvernement ? Est-ce cohérent au regard du niveau d'engagement exigé de ces personnels ? Et surtout, pour quelle économie réelle ?

Au cours de l'été encore, un fond d'urgence de 50 millions d'euros a été annoncé pour la rénovation des bâtiments scolaires avant de fondre au soleil pour n'être plus que de 10 millions d'€.

À quand une véritable stratégie de reconstruction et de renforcement de la fonction publique plutôt qu'une succession de réactions ponctuelles aux urgences ?

Enfin, le gouvernement présente comme une économie le gel du point d'indice. Pour la **CFDT**, cet argument relève davantage de l'affichage que de la réalité : on ne peut économiser ce que l'on ne prévoit pas de dépenser.

Alors oui, la **CFDT** est en colère.

Marre de réclamer, année après année, une refonte des grilles indiciaires.

Marre de demander la revalorisation du point d'indice.

Marre de revendiquer la réactivation de la GIPA.

Marre de voir les agents publics devenir les cibles d'un « fonctionnaire bashing » entretenu par des discours qui ne valorisent ni leur engagement ni l'utilité des services publics.

Aujourd'hui, la **CFDT** attend des réponses concrètes. Nous espérons entendre des annonces à la hauteur du découragement qui traverse l'ensemble de la fonction publique, même si l'expérience récente nous invite à la prudence.

Quoi qu'il en soit, la **CFDT** restera à cette table jusqu'au terme de la présentation des suites du rendez-vous salarial du 8 juillet. Parce que la **CFDT** fait toujours le choix du dialogue et de la négociation, jusqu'au bout. Mais dialoguer suppose d'être entendu, et négocier suppose que des marges de discussion existent réellement.

Paris, le 2 octobre 2026